

## Les visiteurs des jardins ouvriers. De la cérémonie à l'entre-soi (Ivry, 1909-1939)

In: Genèses, 22, 1996. pp. 40-63.

### Résumé

■ Florence Weber : Les visiteurs des jardins ouvriers. De la cérémonie à l'entre-soi (Ivry, 1909-1939) Bien qu'ils ne restituent directement que le point de vue des visiteurs, les récits de visites aux jardins ouvriers d'Ivry depuis leur création en 1909 jusqu'à la guerre de 1939 permettent de comprendre ce qui fait la spécificité des jardins ouvriers : il s'agit d'un espace domestique et pourtant visible, analogue à celui du domicile et pourtant irréel ou enchanté. Ils permettent aussi de suivre la transformation des relations qui s'instaurent entre visiteurs et visités, alors même qu'à la diversité des bienfaiteurs (philanthropes grands-bourgeois, hommes politiques terriens, maraîchers) répond celle des bénéficiaires (de l'indigent à l'ouvrier respectable).

### Abstract

Visitors to Worker Gardens. From the Ceremonial to the Picturesque (Ivry, 1909-1939) Although only the visitor's standpoint is directly reproduced, the account of visits to worker gardens in Ivry from their creation in 1909 to the eve of World War II in 1939 allows us to grasp what was specific to worker gardens: they were a domestic, yet visible space, analogous to the home and at the same time unreal and enchanted. These accounts also follow the transformation of relations that took place between visitors and the visited, just as the diversity of benefactors (wealthy philanthropists, local politicians, market gardeners) corresponded to that of the beneficiaries (from indigents to respectable factory workers).

---

Citer ce document / Cite this document :

Weber Florence. Les visiteurs des jardins ouvriers. De la cérémonie à l'entre-soi (Ivry, 1909-1939). In: Genèses, 22, 1996. pp. 40-63.

doi : 10.3406/genes.1996.1369

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1996\\_num\\_22\\_1\\_1369](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1996_num_22_1_1369)

---

## LES VISITEURS DES JARDINS OUVRIERS.

DE LA CÉRÉMONIE

À L'ENTRE-SOI

(IVRY, 1909-1939)

**Florence Weber**

**27** juillet 1913 : le Président Poincaré visite les jardins ouvriers d'Ivry. 21 mai 1981 : la télévision scolaire effectue, pour un reportage sur les jardins familiaux, un repérage dans les jardins du Fort d'Ivry<sup>1</sup>. Pourquoi cette célébrité continuée ? On trouve tout au long du XX<sup>e</sup> siècle des films et des photographies des jardins ouvriers installés à Ivry dès 1909 entre l'hospice des Incurables et le Fort. Ces images, en général à grande diffusion (cartes postales, livres illustrés, films d'actualité, reportages télévisés), montrent un lieu exceptionnel, un paysage pittoresque servi par l'architecture militaire : jardins et tonnelles dans les fossés et sur les glacis du Fort. Qui parcourt ce lieu aujourd'hui peut reconnaître les allées empruntées par le cortège présidentiel en 1913, retrouver le point de vue d'où Doisneau prit entre 1930 et 1950 quelques clichés célèbres, et peiner à trouver les différences entre les tonnelles d'autrefois et les cabanes d'aujourd'hui. Pourtant, ces images d'un lieu en apparence immobile ont montré pour leurs contemporains respectifs un avenir, celui d'une action sociale modèle, puis un passé, celui de pratiques populaires en voie de disparition. Comment s'est fait le passage de l'une à l'autre de ces interprétations ?

Si l'on y regarde de plus près, ces images sont toujours, de fait, la trace de rencontres plus ou moins réglées entre des jardiniers obscurs et leurs visiteurs parfois illustres. S'agit-il de visiter des jardins ou de rendre visite à des jardiniers ? La *visite aux jardins*<sup>2</sup> est ambiguë : du côté des visités, elle permet de contrôler les pratiques, mais elle

1. Cet article reprend une problématique déjà esquissée dans Manuel Pluvinage, Florence Weber, *Les jardins populaires : pratiques culturelles, usages de l'espace, enjeux culturels*, rapport pour la Mission du patrimoine ethnologique, 1992. Je tiens à remercier ici la Ligue du coin de terre et du foyer qui m'a aimablement ouvert ses archives.

2. L'usage de ce terme est fréquent dans *Le Coin de Terre et le Foyer* (ci-après : *Le CTF*), sans être systématique pour autant. Ainsi en 1922 (p. 97), sous le titre « Visite aux jardins d'Ivry », la première phrase signale la « visite des Jardins par M. l'abbé Lemire et M. le maire d'Ivry ». Il s'agit d'une crase en général involontaire et inaperçue entre « visite aux jardiniers » et « visite des jardins », rendue banale par la proximité entre les formules « au jardin » et « à la maison ».

fait aussi honneur aux pratiquants ; du côté des visiteurs, elle les édifie, les instruit ou les dépayse ; la prise d'images ne fait que développer ces potentialités inscrites dans la visite<sup>3</sup>. C'est que le jardin ouvrier lui-même a un statut ambigu : c'est sinon un espace tout à fait public du moins un paysage ouvert aux regards des visiteurs autorisés ; or c'est aussi un espace domestique où le jardinier doit se sentir «chez lui». Espace à la fois domestique (privé ?) et visible (public ?), le jardin ouvrier est donc particulièrement propice à ces «visites» au cours desquelles le jardinier rencontré est observé autant que son jardin, où l'on pénètre chez lui sans avoir à frapper à sa porte, où le jardin vaut pour son jardinier.

La succession des visites sur un même site permet d'analyser les regards portés par des visiteurs attirés (philanthropes, hommes politiques, photographes, journalistes, artistes, sociologues) sur des pratiques domestiques populaires – sous réserve de comprendre en quoi ces pratiques sont domestiques, de vérifier de quelles classes populaires elles émanent et de faire la part, bien sûr, des mises en scène constitutives, à des degrés divers, des usages des jardins ouvriers. A condition aussi d'essayer de restituer, ce qui ne va pas sans difficultés, les façons dont les jardiniers ont pu s'accommoder des contraintes, des contrôles et des attentes qui pesaient diversement sur eux.

On considérera donc les visites aux jardins comme des rencontres exceptionnelles *in situ* entre des jardiniers et des «Messieurs», notables et observateurs professionnels : c'est ainsi en effet que les premiers voient durablement les seconds<sup>4</sup>. Quant aux jardiniers, inséparables de leurs jardins aux yeux des observateurs, ils sont désignés et perçus différemment selon les intentions des promoteurs des jardins et selon les appréciations portées de l'extérieur sur le phénomène : «braves gens», puis «l'ouvrier "réel"» enfin «jardiniers populaires», «bénéficiaires» d'une aide sociale puis «usagers» d'un équipement collectif.

## Entre potager du pauvre et maison de campagne urbaine

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, l'argumentaire de la LCTF en faveur des jardins ouvriers hésite entre l'assistance aux indigents (alimentation gratuite, bienfaits du travail de la terre) et la moralisation des familles ouvrières (amélioration de l'hygiène de vie, invention conjointe du bon

3. A certains égards, le statut de ces photographies et de ces visites ressemble, malgré une mise en scène moins visible, aux photographies et aux visites des Expositions universelles. J'ai été guidée dans mon analyse par l'article d'Emmanuelle Saada, «Le poids des mots, la routine des photos», *Genèses*, n° 21, décembre 1995, pp. 134-147.

4. La formule «ces Messieurs», utilisée en 1909 dans *Le CTF* pour désigner le «Comité de Paris», l'est encore en 1956 par Monsieur Cury, délégué élu d'un groupe de jardiniers d'Ivry, dans une lettre à Mademoiselle Arbelet, secrétaire de la LCTF (Archives LFCTF, dossier Ivry). On ne peut s'empêcher de penser au terme utilisé à Minot pour désigner les quatre ethnologues qui ont enquêté dans ce village de Côte-d'Or pendant dix ans : «Pour les habitants de Minot, nous devînmes vite, et nous restâmes "les dames de Paris"» (Marie-Claude Pingaud, *Paysans en Bourgogne, les gens de Minot*, Paris, Flammarion, 1978, p. 8).

## *La Ligue du coin de terre et du foyer et les «jardins ouvriers»*

La Ligue du coin de terre et du foyer (LCTF désormais) est créée le 21 octobre 1896 à Hazebrouk sous la présidence de l'abbé Lemire, élu député du Nord en 1893, avec le Docteur Lancry comme secrétaire général, qui publiera en 1899 à Dunkerque un ouvrage intitulé *Le Terrianisme*. Elle regroupe alors une quinzaine de personnes, 200 l'année suivante, fondateurs d'œuvres locales de jardins ouvriers et personnalités réformatrices, le playsiens et catholiques sociaux pour la plupart. La LCTF publie dès novembre 1897 une revue mensuelle, *Le coin de terre et le foyer*. Elle organise son premier congrès national en 1898 (où elle affiche 45 œuvres locales de jardins ouvriers), un premier congrès international a lieu en 1903 (où elle affiche 134 œuvres locales).

Après un siècle d'existence, la LCTF, devenue Association reconnue d'utilité publique (décret du 3 août 1909) et interlocuteur reconnu de plusieurs ministères, gère aujourd'hui directement certains groupes de jardins ouvriers et fédère un grand nombre d'associations locales. Elle a été à l'origine de la législation accordant des prêts aux sociétés de jardins ouvriers (une première fois en 1908, mention des jardins ouvriers dans la loi Ribot ; le 26 février 1921, une loi dote les sociétés de jardins ouvriers des avantages assurés aux sociétés d'habitations à bon marché ; une seconde fois en 1933, mention des sociétés de jardins ouvriers dans la loi Thoumyre). Pendant la dernière guerre, elle a organisé la mise en culture légumière de terrains urbains à grande échelle (le 18 août 1940, une loi réquisitionne les terrains urbains inutilisés, réquisition prorogée d'année en année jusqu'en 1952). Elle fait passer le 26 juillet 1952 une loi protégeant et codifiant les «jardins familiaux», nouveau nom des jardins ouvriers. En 1976, elle signe une «charte des jardins familiaux» qui consacre ses nouvelles missions de protection de l'environnement. Elle fêtera son centenaire en 1996<sup>5</sup>.

Les jardins ouvriers puis familiaux, tels qu'ils sont définis dans ces lois successives, sont de petits lots de terrain, le plus souvent en zone urbaine, mis, sous certaines conditions, à la disposition de jardiniers amateurs qui n'en sont ni propriétaires ni locataires. Bien que le terme de jardins ouvriers, inventé en 1896 par le Docteur Lancry, ait été remplacé dans la loi du 26 juillet 1952 par celui de «jardins familiaux», il arrive encore aujourd'hui

qu'on utilise le premier, sans doute à cause de l'équivoque entretenue par le second (en effet, le recensement général de l'agriculture, par exemple, utilise toujours le terme de jardin familial pour les cultures légumières et florales non destinées à la vente, sans référence donc au lotissement ni à l'organisation associative).

Le principe des jardins ouvriers ressemble à la politique patronale des jardins industriels au xx<sup>e</sup> siècle (corons des mineurs où l'habitation ouvrière est toujours accompagnée d'un jardin ; location de terres aux ouvriers d'usine comme chez Saint-Gobain<sup>6</sup>), mais il s'inspire aussi de la politique d'assistance par le travail et des bienfaits supposés du travail de la terre, mise en œuvre par des conférences de Saint-Vincent de Paul, par des bureaux municipaux de bienfaisance et des «comités de dames» comme à Sedan en 1889 autour de Mme Hervieu. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, les jardins ouvriers, contrairement aux jardins industriels, ne sont pas seulement des jardins pour les ouvriers mais aussi des jardins pour les indigents, pour les vieillards rejetés de l'atelier dès 50 ans, pour les familles nombreuses. On a en réalité peu de renseignements sur la population des jardiniers eux-mêmes. Ça et là apparaissent les signes d'un *turn-over* rapide et d'un glissement vers le haut des bénéficiaires, de l'indigent méritant au salarié stable. Ainsi, en 1904, Louis Rivière, vice-président de la LCTF et le playsien écrit : «Il est remarquable que, à mesure que le fonctionnement et le but de l'œuvre sont mieux compris, on voit se relever la position sociale de ceux qui sollicitent des terrains. Au début, c'étaient surtout les pauvres et les femmes qui venaient demander des jardins au siège social ; les ouvriers se tenaient sur la réserve, ne voulant pas d'une "aumône"<sup>7</sup>.»

L'abbé Lemire voyait dans le jardin ouvrier une première étape vers «le bien de famille, petite propriété insaisissable» : «Ce que je veux, c'est, pour tout ouvrier, que la maison de famille et le jardin qu'il a acquis par son travail soient insaisissables, exempts d'impôts et de droits de succession<sup>8</sup>.» Pourtant, le jardin ouvrier fut la seule partie de son programme à être pleinement réalisée<sup>9</sup>.

L'histoire internationale des jardins ouvriers reste à faire. C'est sans doute en Belgique qu'on trouve les plus proches partisans de l'abbé Lemire. Ils

créent dès le printemps 1896, avant même la Ligue française, une Ligue belge du coin de terre et du foyer insaisissables. En Suisse romande, Mme Jean Brunhes, femme du spécialiste de géographie humaine, futur Professeur au Collège de France, crée des jardins ouvriers dès 1902. On trouve des jardins ouvriers aux Pays-Bas ; ils connaissent une extension considérable en Allemagne (ce sont les *Schrebergärten*, ceintures de jardins ouvriers autour des villes) ; en Angleterre on parle d'«allotments». Un Office international des fédérations de jardins ouvriers est fondé en 1926. Un Congrès international des jardins ouvriers était prévu à Berlin en 1913 puis en 1914 ; il n'a pas eu lieu pour cause de guerre. De 1900 à 1910, les philanthropes français voyagent et reviennent admiratifs de la fête des jardins ouvriers de Charlottenburg ou de la fête du *Maypole* à Londres.

A Ivry, les jardins ouvriers sont fondés en 1909 et dirigés jusqu'à leur mort en 1944 par Gustave Marque, pharmacien philanthrope arrivé à Ivry en 1900, et sa femme, Marguerite Marque née Cretté, fille d'un marchand de graines d'Ivry, lui-même membre du bureau de bienfaisance de la ville en 1900. Le couple est une des figures locales d'une démocratie chrétienne à préoccupations sociales qui compte à Ivry plusieurs médecins philanthropes. Proches de la municipalité jusqu'en 1925, ce groupe de personnalités locales s'affirmera comme anticommuniste dès l'élection du premier conseil municipal communiste de la région parisienne en 1925. En 1929, on trouve Gustave Marque trésorier de l'association «Les Amis d'Ivry» qui affiche l'amitié chrétienne comme contrepoint à la camaraderie communiste, qui organise de nombreuses fêtes et prône une forme de solidarité interclassiste et résolu-

ment moderne. Pour la gestion de l'œuvre des jardins ouvriers, les époux Marque s'entourent très vite d'un Comité de délégués jardiniers, élus par les jardiniers eux-mêmes, pratique qui perdure jusque dans les années 1990. Ces délégués, traités avec une amitié qui n'exclut pas la condescendance par la famille Marque, n'étaient pas forcément proches des idées politiques prônées par la Ligue ; certains d'entre eux étaient communistes.

On ne trouve que peu de traces des points de vue des utilisateurs des jardins dans les sources imprimées (principalement la revue *Le CTF* puis *Le jardin familial de France*) ; encore moins peut-être dans les archives de la LCTF, le plus souvent relatives à des problèmes fonciers et gestionnaires et parfois à des conflits entre les instances nationales et les sections locales, représentées par leurs Présidents, rarement eux-mêmes jardiniers avant les années 1950. On en trouve néanmoins. Pour les interpréter, je me suis aidée du travail historique de Manuel Pluvinage<sup>10</sup> et j'ai utilisé plusieurs enquêtes ethnographiques menées depuis 1985 dans des jardins ouvriers à Ivry et ailleurs, ainsi que mes recherches sur le jardinage et la maison<sup>11</sup>.

L'analyse que je propose ici repose sur les descriptions imprimées ou manuscrites de visites aux jardins et sur les photos prises à l'occasion de ces visites : leurs auteurs sont toujours des observateurs extérieurs, qu'ils soient impliqués à divers titres dans les œuvres locales ou qu'il s'agisse de personnalités plus lointaines. Bien qu'on ne dispose ainsi que du point de vue du spectateur, à travers ces descriptions et ces photos, à travers les étonnements des spectateurs et leurs naïvetés, apparaissent quelques-unes des actions ou des réactions des jardiniers.

5. Je reprends la chronologie des lois sur les jardins ouvriers de la thèse de Béatrice Cabedoce, *L'œuvre de la Ligue du Coin de terre et du foyer. Les jardins ouvriers du département de la Seine, 1896-1952*, Paris, 1984. On consultera également avec profit son article «Jardins ouvriers et banlieue : le bonheur au jardin» in Alain Faure (éd.), *Les premiers banlieusards*. Rencontres à Royaumont, Éd. Créaphis, Paris, 1991, pp. 248-281.

6. Pour une analyse de cette politique au Brésil, cf. Rosilene Alvim, Sergio Leite Lopes, «Les jardins secrets de l'usine, logiques paysanne et ouvrière dans la gestion de la main-d'œuvre industrielle au Brésil», *Cahiers d'Économie et Sociologie rurales*, n° 21, 1991, pp. 71-98.

7. Louis Rivière, *La terre et l'atelier. Jardins ouvriers*, Paris, Librairie Victor Lecoffre, Bibliothèque d'économie sociale,

1904, p. 37. Je tiens à remercier Michel Offerlé de m'avoir signalé cette publication.

8. Profession de foi électorale du 10 juin 1893, cité par L. Rivière, *op. cit.*, p. 46.

9. Sur la figure politique de l'abbé Lemire, cf. Jean-Marie Mayeur, *Un prêtre démocrate : l'abbé Lemire, 1853-1928*, Paris, Casterman, 1968.

10. Manuel Pluvinage, *Les pratiques culturelles dans les jardins ouvriers de la région parisienne au XX<sup>e</sup> siècle. L'invention du jardinage populaire*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-Marie Mayeur, Paris IV, 1992.

11. Cf. Séverine Gojard, Florence Weber, «Jardins, jardinage et autoconsommation alimentaire», *INRA Sciences sociales*, avril 1995.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

12. L. Rivière (*op. cit.*, pp. 1-29), après avoir évoqué l'histoire médiévale, signale comme contemporains en Basse-Bretagne «le champ des pauvres», en Poitou les «sillons du pauvre», en Flandre et en Artois les «wardelles».

13. Charles Dumur, conseiller municipal de Clichy et secrétaire des syndicats maraîchers de la Seine, Président des jardins de Clichy, parle plusieurs fois d'un retour à la terre et présente le jardin ouvrier comme une étape vers le pavillon (*Le CTF*, 1923, p. 82). Sur les liens entre jardins ouvriers et lotissements pavillonnaires «sauvages» en banlieue parisienne, voir Françoise Dubost, «Le choix du pavillonnaire» et Annie Fourcaut, «Naissance d'un quartier ordinaire en banlieue parisienne : le nouveau Domont (1923-1938)», in Alain Faure éd., *Les premiers banlieusards*, Paris, Créaphis, 1991.

14. Si l'on en croit L. Rivière, *op. cit.*, p. 57.

15. *Ibid.* p. 179.

16. *Le CTF*, 1925, p. 150.

17. *Le CTF*, 1908, pp. 269-277.

18. L. Rivière, *op. cit.*, p. 146.

19. C'est ce que fait remarquer à juste titre Alain Corbin in Alain Corbin (éd.), *L'Avènement des loisirs (1850-1960)*, Paris, Aubier, 1995, pp. 342-344.

20. «Nos collaborateurs des jardins ouvriers de Paris et Banlieue, à la suite des visites faites aux jardins, remarquent qu'à Paris et dans les grandes villes, la tonnelle est le moyen pratique, efficace, populaire de rendre le logement salubre» (*Le CTF*, 1909, p.202).

jardinier et de la bonne ménagère, bienfaits de la vie en plein air). Du côté de l'assistance aux indigents, le potager du pauvre, formule dont Louis Rivière souligne la parenté avec les droits d'usage des communautés paysannes et avec les communaux<sup>12</sup>, appartient au XIX<sup>e</sup> siècle rural ; il ressemble au jardin agricole éloigné de l'habitation, à finalité purement alimentaire et réservé à certaines cultures de base demandant peu d'eau (pommes de terre, légumes secs). Du côté de la moralisation des familles ouvrières, le jardin ouvrier appartient au XX<sup>e</sup> siècle urbain. Aux yeux de ses promoteurs, son intérêt ne tient pas tant à la nourriture gratuite qu'il procure qu'à ce qu'il suppose de gestion rationnelle du budget familial par la ménagère et du temps masculin par le jardinier. Comme le pavillon indépendant, le jardin est l'espace de la vie familiale : repas en plein air préparé par les femmes grâce aux légumes cultivés par les hommes, jeux des enfants dans le jardin. Occupation familiale d'un temps libre pourtant individuel, le jardin ouvrier fut d'abord conçu comme une étape vers la maison individuelle. Il survivra néanmoins comme un complément de santé et de salubrité pour des locataires d'immeubles collectifs.

En effet, l'accession à la propriété d'une maison individuelle représente, à partir des années 1920, la réussite de la politique prônée par l'abbé Lemire mais aussi la disparition du jardin ouvrier en tant que tel. Ce mouvement vers la propriété individuelle conduira, en région parisienne, à une rotation assez rapide des premiers bénéficiaires des jardins ouvriers qui partent pour faire construire en banlieue ou pour prendre leur retraite à la campagne<sup>13</sup> et laissent la place à de nouveaux locataires en immeubles collectifs. Ni indigents ni propriétaires, les bénéficiaires des jardins ouvriers disposent là d'une sorte de résidence de plein air à condition qu'ils y investissent le travail de toute la famille. Ils sont censés en retirer «provision de légumes, santé, bonheur et profit», comme le dit un film de propagande de 1912 qui montre des jardins de la proche banlieue de Paris.

### *La découverte des tonnelles*

Les jardins ouvriers ne sont ni un simple jardin potager ni une maison avec jardin. Leur spécificité est le fruit de la rencontre entre la réflexion de ses promoteurs et une pratique urbaine, celle de l'abri de jardin plus ou moins élaboré où passer les dimanches d'été, pratique dont ils découvrent l'existence sous ses multiples noms locaux, témoins

de son extension et de sa diversité. Châteaux des canuts créés à Lyon vers 1865<sup>14</sup>, mazets, chabottes, gloriettes<sup>15</sup>, foyers, chalets, villas, maisons des champs<sup>16</sup>, tonnelles des jardins de Paris<sup>17</sup>, ne sont-ils pas, comme le dit Louis Rivière en 1904, «véritablement la campagne du travailleur, l'équivalent populaire de la villa où son riche patron va se reposer le dimanche<sup>18</sup>» ? Il est bien possible que cette pratique «spontanée» soit l'imitation d'un modèle bourgeois ou aristocratique<sup>19</sup> ; mais l'emprunt est déjà ancien lorsque les philanthropes le playsiens découvrent le phénomène auprès de «leurs» jardiniers des grandes villes<sup>20</sup>.

En effet, les premiers promoteurs de l'œuvre, autour de l'abbé Lemire et du Docteur Lancry, sont des provinciaux dont le modèle est la petite propriété rurale du Nord<sup>21</sup> ; ils ont ensuite été rejoints, en région parisienne, par des maraîchers qui tiennent les paysans en piètre estime<sup>22</sup> mais qui n'ont nul besoin pour autant dans leur clos maraîcher de ce simulacre de maison qu'est la tonnelle.

C'est au nom de la tonnelle que l'abbé Lemire critique en 1908 ces premiers modèles, petite propriété paysanne et jardin maraîcher, qui ont le tort d'obéir à la logique économique : «Le jardin ouvrier n'est pas un potager, couvert jusque dans le coin le plus reculé, jusqu'au bord le plus disputé, de salades, de pois, ou de pommes de terre. Nous l'avons cru tout d'abord. Et nous avons récompensé ce clos impeccable où rien n'est perdu, où tout est constamment utilisé. Nous avons agi en économistes, en capitalistes. Nous avons cru que beaucoup de beaux et forts légumes c'était le meilleur rapport du jardin. C'est le premier, sans contredit et c'est le plus essentiel. Mais il en est un autre d'espèce supérieure»<sup>23</sup>. Il trouve alors des accents bucoliques, mêlant des citations de Virgile, de la Bible et de Ruskin à des notations ethnographiques détaillées, pour célébrer les aspects résidentiels de la tonnelle, du modeste «banc du repos» à «l'illusion de la maison de campagne», dominée, écrit-il, par «une pensée unique, celle du foyer rêvé». Cette tonnelle miraculeusement rencontrée est ensuite vivement encouragée par la LCTF qui, pour la diffuser, organise dans plusieurs groupes de jardins de la région parisienne des «concours de tonnelles» et tente même d'en imposer la construction.

### *L'urbanité des jardiniers*

Car, pour dire vrai, les tonnelles sont rares dans une banlieue encore peu urbanisée. Par exemple à Choisy-

Illustration non autorisée à la diffusion

*La tonnelle. Carte postale de propagande, 1921. LCTF. © LFCTF.*

21. L'ouvrage du Docteur Lancry, *Le Terrianisme*, Dunkerque, 1899, s'attarde sur le cas de Fort-Mardyck, commune à cinq kilomètres de Dunkerque où les marins disposent tous d'une portion de terre et d'une maison. Quant à l'abbé Lemire, «sa région de naissance lui a sûrement servi de modèle», région de petite propriété et de polyculture élevage, estime Manuel Pluinage (*op. cit.*, p. 33).

22. Ainsi, lors du congrès de 1912, après l'évocation d'une extension possible de l'œuvre des jardins ouvriers «même et surtout dans les campagnes», Jules Curé, ancien maraîcher qui occupe avant la guerre de 1914 le rôle de conseiller horticole de la LCTF, ne peut s'empêcher de s'exclamer : «Ce qui manque chez les paysans, c'est l'instruction horticole» (*IV<sup>e</sup> Congrès des Jardins ouvriers (1912)*, Paris, Librairie M. Rivière, 1913, p. 118). L'œuvre est alors soutenue par les maisons de graines, Vilmorin et Clause par exemple, mais aussi par de petits établissements de fournitures pour une agriculture de périphérie urbaine, comme la maison Maurice Quarré fondée par le beau-père de Gustave Marque, fondateur des jardins d'Ivry.

23. *Le CTF*, 1908, p. 269.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

Thiais en 1914, voici l'explication que donne de cette rareté le Président du groupe : «Nos jardiniers ont tous leur habitation dans le voisinage». Ceux-ci utilisent le jardin ouvrier comme un jardin maraîcher. Ils rivalisent d'ailleurs, parfois avec succès, avec les professionnels du maraîchage dans des concours d'horticulture. Développer la tonnelle dans des groupes de jardins ouvriers où elle n'existe pas spontanément va de pair avec l'urbanisation de ces communes où les terrains non bâtis sont encore nombreux et souvent à usage maraîcher. Sous l'apparence d'un terrianisme réactionnaire qui viserait à désurbaniser les populations urbaines, à leur réinculquer un goût paysan ou rural pour la terre, voici donc qu'apparaît le déplacement vers la banlieue de la pratique citadine de la maison de campagne, premier pas, souvent, vers une installation définitive dans la périphérie urbaine<sup>24</sup>.

C'est bien vers une plus grande urbanité des jardiniers que tend l'action de la LCTF lorsqu'elle développe voire impose le jardin comme maison de campagne et non comme simple potager ; lorsqu'elle suggère, au problème de l'hygiène du logement, la solution toute urbaine que représente la «vie au grand air» ; lorsqu'elle prône une alimentation rationnelle fondée sur les légumes, combattant implicitement les féculents et la viande, bases, les uns des menus quotidiens, l'autre des menus de fête dans la paysannerie ; lorsqu'elle diffuse enfin le progrès horticole, explicitement pensé comme anti-paysan. Dans ces conditions, on comprend mieux les allusions au «chic parisien» rencontrées dans plusieurs descriptions des jardins de Paris et banlieue pour souligner l'excellence des produits maraîchers qu'on y cultive et l'allure des tonnelles qu'on y construit.

On en trouve quelques-unes en 1913, dans un numéro du CTF auquel collaborent Jules Curé, un radical, ancien secrétaire du syndicat des maraîchers de la Seine, et Madeleine Maraval, directrice d'école ménagère<sup>25</sup>, tous deux responsables, sans doute salariés, de la Fondation Renaudin à Sceaux, dont le bienfaiteur est un notaire. A l'occasion du concours de la Société nationale d'horticulture en novembre 1913, les jardins ouvriers sont décrits avec fierté dans la continuité des jardins maraîchers. Ils offrent, nous dit-on, «des produits plus beaux, plus nombreux même, choisis et surtout présentés avec un goût tout parisien qui confirme ce qu'a écrit Élisée Reclus dans sa géographie universelle : ces petits jardins qui entourent la capitale sont "l'article de Paris agricole"<sup>26</sup>». D'autre

24. Cf. Françoise Dubost «Le choix du pavillonnaire» in Alain Faure éd, *op. cit.*, pp. 184-213. Pour le caractère rural de la banlieue parisienne, y compris la plus proche, encore en 1956, voir aussi la thèse de géographie humaine (devenue avec le temps un document historique précieux) de Michel Phliponneau, *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Paris, Colin, 1956.

25. Ils publient ensemble en 1913 un «manuel d'économie ménagère et de jardinage à l'usage des familles habitant une petite propriété», *La maisonnette et son jardin* (Paris, La Maison rustique).

26. *Le CTF*, 1913, p. 286.



part, l'annonce des concours de tonnelles indique : «On tiendra compte plutôt du bon goût avec lequel les tonnelles seront érigées que de la grandeur même de ces abris<sup>27</sup>.» Mais si le bon goût parisien est récompensé dans ces concours, c'est peut-être qu'il est en cours d'acclimation dans une banlieue encore mal dégrossie.

En 1939, c'est chose faite, semble-t-il. Dans une lettre manuscrite du 12 juillet 1939 adressée à la secrétaire générale de la LCTF, l'abbé Desbois, venu tout exprès de Loire-Atlantique pour visiter les jardins d'Ivry avec un chanoine basque, livre ses impressions. Contrairement à Jules Curé en 1913, on ne peut le soupçonner de complaisance à l'égard du modèle du maraîchage parisien. L'abbé vient de province ; de fait, sa première phrase de description des jardins ne sonne guère parisien : «Voici des salades dignes des récompenses d'un Comice agricole : la jardinière, toute fière, se rengorge sous nos compliments». Et pourtant il ajoute : «La disposition des jardins, l'alignement impeccable, la variété, le pittoresque des lauréats du concours montrent ce que peut être "le chic" parisien<sup>28</sup>.» Cet enthousiasme révèle un équilibre harmonieux («la disposition des jardins», «la variété»), une fois abandonné le modèle maraîcher, entre un impératif moral («l'alignement impeccable») et des considérations ethnographiques et esthétiques («le pittoresque des lauréats du concours») qui divergeront plus tard.

## **V**isites, concours et fêtes. **Du contrôle à la mise en scène**

La LCTF dispose de deux moyens pour imposer ses objectifs dans les groupes de jardins : la sélection de jardiniers méritants (expulsion ou départ volontaire des «indésirables») et le contrôle des pratiques de ces jardiniers sélectionnés. L'un comme l'autre suppose un travail incessant de surveillance de la part des présidents locaux qui sont généralement des philanthropes peu versés dans l'art horticole. Des remarques récurrentes lors des assemblées générales des Jardins de Paris et banlieue montrent avec quelle facilité l'Œuvre se fait déborder par ses bénéficiaires en région parisienne. C'est dans ce contexte conflictuel que se met en place avant 1914 un véritable système de visites, de fêtes et de concours dont le groupe d'Ivry représente l'un des premiers terrains d'expérience puis l'un des modèles. Les objectifs sont en place dès

27. *Le CTF*, 1913, p. 305.

28. Archives de la LFCF, dossier Ivry.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

1908 : contrôle visuel, inspection horticole et morale de la bonne tenue des jardins ; rencontre entre le directeur, les familles bénéficiaires qu'il faut encourager et les bienfaiteurs qu'il faut convaincre. Les modalités en sont alors largement laissées à l'inspiration des directeurs<sup>29</sup>.

Ces visites des directeurs sont calquées sur les visites des pauvres à domicile, traditionnelles par exemple à la Société de Saint-Vincent de Paul<sup>30</sup>. Elles se transforment dans les jardins au contact de deux autres pratiques : les concours d'horticulture et les fêtes de charité, spectacles offerts aux pauvres par leurs bienfaiteurs. La visite au jardin débouche facilement sur le concours de bonne tenue : dès 1891 à Sedan, «le procès-verbal de la visite effectuée par la commission d'examen constata le bon état des récoltes<sup>31</sup>». Elle est aussi l'occasion de conversations naturelles sur le jardinage : «Les visites faites aux jardins mêmes constituent le

meilleur moyen de briser "la cloison de chêne" [entre l'ouvrier et le bourgeois] et d'arriver à établir le contact<sup>32</sup>.» Un nouveau modèle de fête annuelle émerge en banlieue parisienne. Tout en gardant quelques traits de la fête de charité, il s'agit aussi d'une visite solennelle des jardins. Deux événements dont les jardins d'Ivry sont le cadre jalonnent cette transformation : une visite improvisée de Paul Deschanel, Président de la Chambre des députés, le 20 octobre 1912 et la préparation de celle, moins improvisée mais non moins honorifique, du Président de la République Raymond Poincaré le 27 juillet 1913.

Illustration non autorisée à la diffusion

*La visite de Poincaré aux jardins  
d'Ivry, le 29 juillet 1913.*

*On remarque au premier plan  
à droite l'abbé Lemire ; de dos,  
des fillettes déguisées et, de profil,  
de jeunes mères endimanchées ;  
les drapeaux et les décorations  
de feuillages un peu fanés  
(la fête a eu lieu un mois avant).*

© LFCTF.

### *Visites honorifiques et échanges de politesses*

C'est parce que Paul Deschanel doit prononcer le discours de clôture du IV<sup>e</sup> Congrès des Jardins ouvriers de 1912 qu'il visite les jardins d'Ivry, un dimanche d'octobre, sur les conseils de l'abbé Lemire. En effet, ces jardins sont déjà en passe de devenir la vitrine parisienne de l'œuvre, pour plusieurs raisons. Le site, une vaste colline escarpée qui domine Paris et s'étend jusqu'au Fort d'Ivry, est exceptionnel, tous les observateurs contemporains le signalent. Les fondateurs sont de la bonne société locale sans être des grands bourgeois (voir encadré). Les jardiniers, triés sur le volet, ne sont pas des indigents mais des

29. *Le CTF*, 1908, p. 192.

30. L. Rivière, *op. cit.*, p. 118.

31. *Ibid.*, p. 36.

32. *Ibid.*, p. 164.

ouvriers pourvus d'une nombreuse famille. Le comité de délégués élus par les jardiniers constitue un garant du caractère démocratique de l'œuvre locale. La municipalité soutient discrètement l'initiative. Enfin, des fêtes ont été organisées dès 1909 : fêtes d'été, fêtes d'hiver (Noël, Épiphanie) et la plus belle, le 8 septembre 1912, a profité de l'aménagement, toujours par les jardiniers, d'un «coquet théâtre de verdure» sur un terrain en pente. Le groupe compte alors 132 jardiniers qui ont en moyenne, d'après la LCTF, cinq enfants. La fête réunit un millier de personnes. Elle a été filmée pour les actualités Gaumont. C'est un mois et demi après cette fête grandiose que Deschanel se présente aux jardins d'Ivry.

Monsieur Marque est prévenu vers 11 heures, le Président arrive seul et sans cérémonie à 14 heures<sup>33</sup>. Visite impromptue donc, ce qui n'empêche pas les jardiniers d'être là. «Nous avons visité tous les jardins et M. Deschanel s'est entretenu avec tous les jardiniers». Le modèle est bien celui de la visite et non celui de la fête organisée. Pas trace de contrôle ou d'inspection pour autant. Du point de vue de la LCTF, c'est une visite de propagande : il faut séduire l'invité. Mais si l'on y regarde de plus près, la visite comporte aussi une part de rencontre entre «notre illustre visiteur» et «nos braves gens», pour reprendre les mots de Marque. Rencontre réglée où se confrontent deux formes de politesse complémentaires, où l'on cherche de part et d'autre à réduire la distance, par excès de simplicité du côté du visiteur (Marque insiste sur les «conversations» du Président avec les jardiniers, sur sa «cordialité», sa «bonhomie»), par excès de cadeaux du côté des jardiniers (les enfants vont cueillir des fleurs dans les jardins pour les offrir à M. Deschanel : «nous devons l'aider à recevoir les brassées de fleurs qui lui arrivaient de tous côtés»). De sorte que le Président est «ému» et les jardiniers «heureux d'avoir reçu un si grand personnage qui leur parle si aimablement».

Bien sûr, il est difficile de se contenter des deux descriptions dont nous disposons, celle de Marque, celle de Deschanel dans son discours de clôture du Congrès. Elles restituent toutes deux un seul point de vue, celui de l'invité, tenu de marquer son intérêt pour ces brassées de fleurs, cadeaux si spontanément offerts : «il a voulu les emporter toutes», note Marque. Ce n'est jamais qu'un point de vue de spectateur, une vue de loin, une vue de haut. Ainsi, «au pied de l'escalier tous les enfants du

33. Lettre de Marque à Lemire datée du dimanche 20 octobre 1912, publiée dans *Le CTF*, 1912, p. 302. Nous tirons de cette lettre la description qui suit.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

groupe de l'hospice étaient réunis [...], écrit Marque. Lorsque nous sommes arrivés à la première plate-forme, en contemplant ce gracieux spectacle, M. Deschanel n'a pu contenir un mouvement de surprise.» Même description panoramique dans le discours de clôture de Deschanel au Congrès : «Là, sur les pentes qui entourent les forts et qui dominant Paris, dans les terrains vagues où naguère rôdaient les apaches, s'étend aujourd'hui, grâce à vous, tout un damier de petits enclos. Dans chacun de ces enclos, une famille [...]. Je serais volontiers resté là jusqu'au soir dans leurs petites tonnelles, sous les étoiles, avec la grande féerie de Paris illuminé dans le lointain<sup>34</sup>.»

Mais pourquoi douter cependant du geste (ces brassées de fleurs cueillies et offertes) par lequel les jardiniers manifestent de façon acceptable (par l'intermédiaire des enfants, à qui l'on pardonne tout faux pas ; par l'intermédiaire des fleurs, cadeau de politesse par excellence) leur désir d'honorer ceux qui les honorent de leur visite, de ne pas «être en reste», et surtout leur volonté de ne pas être confondus avec des miséreux condamnés à toujours accepter et à ne rien avoir à offrir ? D'autant qu'on trouve, çà et là, d'autres témoignages de la même attitude, peut-être moins banalisés et, du coup, plus faciles à interpréter. Ainsi, à ce même Congrès de 1912, a lieu l'exposition des jardins ouvriers au concours de la Société nationale d'horticulture : «Au moment de terminer la réunion, un ouvrier propose de donner tous les légumes exposés à l'Assistance publique, ou bien à une œuvre de visite des familles pauvres à domicile»<sup>35</sup>. Ou encore, en 1927, à l'exposition internationale de la Société d'horticulture de Tourcoing, les jardins ouvriers présentent anonymement les plus beaux produits de leur récolte, en si grande quantité qu'un tiers des légumes fournis ne peut être exposé, et «avec la volonté expresse qu'ils ne leur soient point rendus mais qu'il en soit fait don aux pauvres de la ville». Ces dons ne sonnent-ils pas clairement comme une façon de se démarquer des pauvres que l'on visite à domicile ? Et pour en revenir à l'échange entre Deschanel et les jardiniers d'Ivry, n'était-ce pas une façon de recevoir convenablement ce grand personnage qui ne repartira pas les mains vides de sa visite de politesse ?

34. Paul Deschanel, discours de clôture du IV<sup>e</sup> Congrès, reproduit dans *Le CTF*, 1912, p.347.

35. IV<sup>e</sup> Congrès des Jardins Ouvriers, *op. cit.*, p. 124-125.

A vrai dire, cette interprétation est d'autant plus vraisemblable que l'on sait par ailleurs à quel point les jardiniers de la LCTF, et ceux d'Ivry en particulier, sont sélectionnés. Et d'abord par l'ampleur et la difficulté du travail

préalable : en 1909 lorsque les 34 premiers jardins sont officiellement attribués après plusieurs mois de préparation du terrain, «la plupart avaient plusieurs fois changé de titulaires, car le travail semblait décidément impossible sur un sol à peu près dépourvu de terre végétale<sup>36</sup>». Partir volontairement évite d'être chassé. En 1914, Marque note : «Ici également on a dû se montrer sévères. Toutefois, pas d'expulsions violentes. Ceux qui ne se sentaient pas à leur place sont partis d'eux-mêmes. Maintenant tout va bien : bons jardiniers, bonne terre. L'œuvre est en pleine prospérité<sup>37</sup>.» Tout porte à croire que ceux qui sont restés, accordent au surcroît de respectabilité qui leur est alloué par leur participation à l'œuvre et à l'activité collective qu'ils y dépensent, au moins autant, sinon plus, d'importance qu'aux bénéfices matériels qu'ils peuvent en retirer. On peut raisonnablement supposer que le souci de la «bonne réputation de l'œuvre<sup>38</sup>» est partagé par les jardiniers eux-mêmes et que cette bonne réputation collective rejailit sur chacun.

Car tonnelles et jardins peuvent être l'occasion pour les jardiniers de se montrer sous leur meilleur jour et d'être fiers de ce qu'ils y ont réalisé. Si l'on peut sourire à l'évocation idyllique du jardinier rêvé («L'ouvrier est fier de faire les honneurs de sa tonnelle, de montrer les produits de son travail et, le soir venu, il accueille le directeur dans son domaine, et le retiendra peut-être à dîner<sup>39</sup>»), il ne faut pas négliger toutefois l'anecdote qui suit l'évocation précédente : «Un des directeurs de l'œuvre d'Issy, M. Damoiseau, raconte que les ouvriers du groupe, désireux de l'associer pleinement à leur joie, ont voulu se restreindre pour lui ménager un coin de terre et mettent en commun leur travail et leurs économies pour construire une tonnelle où il puisse venir passer au milieu d'eux les soirs d'été<sup>40</sup>.» Geste à rapprocher de celui de la fête des Rois à Ivry en 1911 : «Avant de se séparer, les familles offrirent à leurs bienfaiteurs une gerbe de fleurs et un surtout de table, garni uniquement de marguerites (parce que Madame Marque s'appelle Marguerite). Cette spontanéité touchante (nul ne savait cette attention des ouvriers) prouve à quel point ces braves gens savent être généreux et délicats. C'est le plus beau résultat de nos jardins<sup>41</sup>.» La rhétorique des bienfaiteurs ne doit pas empêcher d'apercevoir, du côté des jardiniers, l'obligation du contre-don, le refus de la charité nue. Un des moyens de distinguer, parmi les œuvres de jardins ouvriers du début du siècle,

36. Gustave Marque, «Un coup d'œil en arrière», *Le CTF*, 1922, p. 94.

37. *Le CTF*, 1914, p. 148.

38. *Le CTF*, 1922, p. 96.

39. Résumé des travaux du Congrès par R. Georges-Picot, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de la LCTF, *IV<sup>e</sup> Congrès de jardins ouvriers*, op. cit., p. 139.

40. *Ibid.*

41. *Le CTF*, 1911, pp. 15-16.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

assistance aux indigents et moralisation des familles ouvrières, est précisément la gratuité des parcelles de terrain, qui signale l'assistance. La LCTF a tranché aujourd'hui en faveur de cotisations fixées localement qui ne sont en aucun cas un loyer. Au début du siècle, la gratuité se rencontre ; interprétée comme une aumône, elle signe l'œuvre charitable<sup>42</sup> ; le «prix de location» se rencontre aussi, il est pratiqué par les sociétés de secours mutuels, les jardins municipaux, certaines œuvres privées dans le Nord : cette mesure, écrit Rivière en 1904, «assure à l'œuvre une clientèle supérieure à celle que l'on rencontre ailleurs». Il poursuit : «Il y a là, pour une œuvre sociale, un moyen d'entrer en contact avec une couche des classes ouvrières qui se livre difficilement à des relations contre lesquelles on cherche chaque jour à les prémunir.» A Ivry, sans doute depuis le départ, les jardiniers paient une cotisation annuelle qui s'élève à 10 francs en 1922<sup>43</sup>.

Les relations dont les visites sont l'occasion entre l'ouvrier et le bourgeois, comme dit Rivière<sup>44</sup>, ou pour être plus précis entre les jardiniers et les notables parisiens, ne vont pas sans malentendu ni sans quelques couacs. Car les notables n'oublient jamais leur position de supériorité, et leur code de politesse est plus hiérarchique qu'ils ne veulent le laisser croire. Aussi quand les jardiniers jouent le jeu et leur renvoient la politesse, il arrive qu'ils prêtent, fût-ce imperceptiblement, à sourire. Deux exemples. L'un dans le discours de clôture de Deschanel, déjà cité : «Quelle heure émouvante j'ai vécue là avec eux ! Les mères, leurs enfants, les enfants me tendaient des fleurs. Je leur ai parlé des miens. Il y avait là des mères de cinq, six, huit enfants. Je leur ai avoué, avec quelque confusion, que je n'en avais que trois. Elles m'ont souhaité bonne chance». Bien sûr, cette conversation n'a de sens que dans le contexte nataliste de l'époque, partagé par tous ses protagonistes. Il n'en est pas moins clair qu'à la confusion (feinte) de Deschanel répond le vœu (absurde, peut-être ironique) de ses interlocutrices. L'autre dans la lettre d'un délégué jardinier d'Ivry à la secrétaire générale de la LCTF, concernant l'organisation de la fête annuelle de 1956, à laquelle il ajoute ce post-scriptum : «Cordiale poignée de main à ces Messieurs<sup>45</sup>.» A la révérence distante impliquée par le terme «ces Messieurs» s'ajoutent la «cordialité» (terme qui connote l'égalité et une forme de familiarité) et surtout cette «poignée de main» qui, une fois écrite, se transforme de geste naturel en trouvaille épistolaire incongrue.

42. Pour toute cette discussion sur la charité, voir L. Rivière, *op. cit.*, pp. 137-140.

43. *Le CTF*, 1922, p. 96.

44. *Op. cit.*, p. 163.

45. Lettre de Monsieur Cury, délégué élu d'un groupe de jardiniers d'Ivry, à Mademoiselle Arbelet, secrétaire de la LCTF (Archives LFCTF, dossier Ivry).

## Compétences horticoles et concours de jardinage

La bonhomie n'est que de façade. Le discours du rapprochement entre les classes n'atténue pas la condescendance manifestée vis-à-vis de «leurs» jardiniers par ces Messieurs ou ces dames, grands bourgeois philanthropes, réformateurs sociaux plutôt qu'hommes politiques. Les mots les plus banals de l'époque trahissent cette attitude. Dans *Le CTF*, comme dans beaucoup de descriptions journalistiques de la foule en liesse<sup>46</sup>, on trouve toujours la même formule : «nos braves gens», qui connote l'infériorité sociale comme son complément : «ces Messieurs» connote la supériorité. Voilà qui ne porte guère à conséquence tant que les jardiniers restent à leur place, celle de bénéficiaires. Mais si, sortis de la misère, ils acceptent de se rapprocher de leurs bienfaiteurs si cordiaux, cynisme et ironie sanctionnent, sans doute à leur insu, leur bonne volonté naïve. A Reims, nous dit Louis Rivière en 1904, après quatre ans de concession gratuite, l'ouvrier doit payer un prix de location pour conserver son jardin. Celui qui accepte cette condition devient sociétaire et fait partie de l'œuvre. «Cette admission flatte les tenanciers, qui sont fiers de contribuer aux dépenses dont ils bénéficient largement<sup>47</sup>.»

L'ironie sur ces (faux) sociétaires se fait plus cinglante lorsqu'il s'agit de (faux) bienfaiteurs. Parmi les membres de la LCTF en effet, à côté de grands bourgeois pour qui l'œuvre des jardins ouvriers n'est qu'un appendice à l'exercice naturel de la charité, on trouve des hommes dévoués sortis du rang : c'est le cas, parmi d'autres, de Jules Curé, cet ancien maraîcher radical devenu directeur horticole salarié de la Fondation Renaudin à Sceaux. Il présente ses jardins ouvriers au concours d'horticulture de 1912. Après bien des compliments, le rédacteur du compte-rendu du Congrès écrit soudain : «Les ouvriers présents goûtent beaucoup cette allocution du *brave*

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

*Un concours de jardins dans les  
années 20 : la préparation du décor  
et la remise des prix.*  
© LFCTF.

46. C'est ce que me dit Nicolas Mariot à propos des descriptions des voyages présidentiels à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

47. L. Rivière, *op. cit.*, p. 138.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

48. *IV<sup>e</sup> Congrès des jardins ouvriers*,  
*op. cit.*, p.124.

49. *Ibid.*, p.121.

50. *Ibid.*, p. 121.

51. *Le CTF*, 1919, p.41.

52. De même, lorsqu'en 1922, *Le CTF* recommande de nommer pour chaque groupe de jardins un Comité local de «quelques notables», les anciens maraîchers seront remis, en bloc, à leur place : est mentionné en effet «un technicien en horticulture (membre de la Société d'horticulture, de l'office agricole départemental, à défaut un ancien maraîcher)» (*Le CTF*, 1922, p. 13).

53. La comparaison avec les autres nécrologies du même numéro rend ce mépris encore plus sensible : consacrées à un notaire, un industriel, un architecte, elles sont beaucoup plus respectueuses.

directeur de Sceaux<sup>48</sup>.» Il ne s'agit pas là que d'un mot. L'emplacement même de la section des jardins ouvriers lors de ce concours marque leur infériorité, sociale plus que technique : «C'est un petit coin distinct et un peu en dehors du vaste hall où sont les fleurs superbes et les fruits les plus beaux des amateurs distingués<sup>49</sup>.» Certes, la condescendance est de rigueur lorsqu'il s'agit de cérémonies politiques : «M. Fallières, Président de la République [...], a bien voulu changer l'itinéraire officiel, et passer devant la section des Jardins ouvriers dont il a admiré l'humble ordonnance<sup>50</sup>.» Mais la notice nécrologique de Jules Curé, en 1919, enfonce le clou : «Qui de vous n'a connu ce brave M. Curé, ancien maraîcher, membre assidu de la Société nationale d'horticulture, qui traînait sa jambe paralysée à toutes nos réunions, le plus assidu et le plus exact, à qui, dans les congrès, M. Lemire ménageait avec adresse la parole pour qu'il n'en usât qu'à son tour, et qui fut pendant dix ans le conseiller technique de nos jardiniers. Il organisa nos expositions de légumes et comme il faisait partie du jury, il attirait l'attention des maîtres du jardinage sur les produits de nos humbles clos<sup>51</sup>.» Il faudrait souligner presque chaque mot, tant le mépris transparaît sous le tiède compliment, tant est pointé vigoureusement ce qui, dans l'attitude du défunt, manifestait la bonne volonté maladroite des inférieurs (assiduité, exactitude, sérieux, interventions intempestives aux congrès). Il fallait sa disparition et le changement de ton politique de la LCTF (qui affiche après guerre un militantisme catholique plus intolérant) pour que s'expose aussi ouvertement ce qu'on peut bien appeler du mépris de classe, d'autant plus fort que cet ancien maraîcher s'était sans doute plus naïvement cru adopté par «ces Messieurs». Du coup, même ses compétences techniques incontestables sont remises à leur place<sup>52</sup> dans une formule faussement laudative : «Ce brave radical qui n'était curé que par le nom s'entendait à merveille avec l'Abbé Lemire et comme il ne voulait que le bien des petites gens, il leur donnait tout ce qu'il avait : son expérience et sa science». Tout, autant dire bien peu. Dans le même mouvement, l'enseignement ménager assuré par sa collaboratrice, Mademoiselle Maraval, dont la notice nécrologique suit, est ravalé au rang de «cours de cuisine annexé aux jardins de Sceaux» et l'on ajoute : «[ses] écrits, comme ses cours, sont frappés au coin du bon sens ; ses brochures sont d'une femme pratique». Mais non d'une dame. Mi-figue mi-raisin<sup>53</sup>.



Cette ambivalence à l'égard des premiers promoteurs d'un enseignement maraîcher et ménager se retrouve à propos des pratiques horticoles elles-mêmes et à propos des concours de jardins organisés localement. Si la LCTF apprécie dans le concours de tonnelles un moyen de diffuser la pratique et dans le concours de bonne tenue des potagers un outil de moralisation des jardiniers, elle considère avec suspicion le concours horticole local qui semble pourtant le seul à avoir les faveurs des jardiniers parisiens.

Ainsi, à Paris XVIII<sup>e</sup> arrondissement, «en dépit de tous les soins les distributions de prix font plus de mécontents que d'heureux», on y a renoncé. «Cependant, lorsque concours et distribution de récompenses sont organisés au point de vue strictement technique et par des professionnels émérites, ils ne soulèvent guère de contestations<sup>54</sup>.» Deux réponses aux difficultés de l'œuvre moralisatrice témoignent de l'état d'esprit des jardiniers : des jurys sans notables (c'est le «procédé adopté à Ivry, où ce sont les jardiniers eux-mêmes, groupés par sections, qui décernent les prix») ; le principe du tirage au sort («M. Lemire recommande la tombola qui intéresse tout le monde sans risquer de froisser personne<sup>55</sup>»). Ainsi, à Tourcoing en 1927, deux prix de 15.000 F chacun (somme considérable) sont attribués par tirage au sort ; la LCTF a cependant fixé des conditions drastiques pour y participer : les concurrents doivent être salariés, non propriétaires, non imposables et pourvus d'une nombreuse famille (cinq enfants vivants de moins de 14 ans), c'est-à-dire pauvres ; Français, habitant Tourcoing depuis 15 ans ou plus, et d'«une honorabilité parfaite». Ils s'engagent à utiliser le prix pour faire construire dans les six mois une maison à Tourcoing ou dans ses environs. Le tirage au sort donne l'illusion de l'égalité, une fois les conditions d'inscription admises. Une autre solution a également été tentée : un prix pour chaque candidat ; ce n'est plus très loin de la distribution charitable.

De façon générale, les compétences horticoles sont considérées par la LCTF comme relativement secondaires. Les bourgeois philanthropes font rarement la différence entre compétences paysannes (culture peu consommatrice d'eau) et compétences horticoles (forte consommation d'eau, rotation des cultures, primeurs). Ils se contentent d'apprécier la propreté (à l'aune de celle de la maison), le coup d'œil d'ensemble et le décor.

54. 1925, p. 157.

55. *Ibid.*

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

### *Fêtes et cérémonies : un cadre irréel*

En effet, le jardin ouvrier pour ses visiteurs est avant tout un décor. Si le jardin et la tonnelle suscitent le plaisir du visiteur et la fierté du visité, c'est parce que ce n'est pas sa vraie maison ni sa vraie vie. Les critères du luxe ou simplement du confort y sont flous, la situation jouit d'une relative irréalité sociale.

Deux exemples en donneront une idée. En 1909, dans les jardins du quai de Valmy à Paris, des trous dans l'asphalte, résidus d'une ancienne usine, transformés en caves, suscitent l'admiration du visiteur devant ces «petites merveilles d'ingéniosité et d'industrie<sup>56</sup>». Imaginons ces trous dans le cadre de vraies habitations : nul doute qu'elles auraient fait crier à l'insalubrité et à la misère. En 1924, le Comité de Paris visite les jardins

d'Alfort. Un jardinier «déclare, non sans fierté, avoir retiré de son petit clos vingt-cinq litres de vin l'an dernier<sup>57</sup>». N'est-il pas un peu surprenant de voir des adversaires aussi acharnés de l'alcool et du cabaret admirer ce qu'à la campagne ils condamneraient sans doute, la vinification à domicile ? Mais justement, au jardin c'est «pour rire», cela a un air de fausse campagne. Quant aux tonnelles, quelques-unes jouissent, nous dit-on, de «tous les raffinements du confort moderne, y compris la TSF<sup>58</sup>». Or il semble improbable qu'elles disposent de l'un des plus essentiels, l'électricité : comment se

ferait le raccord au réseau sans voirie ? Les postes à galène de la TSF en 1924 relèvent de la fantaisie plutôt que du confort. Mais c'est que la tonnelle n'est pas jugée à la même aune que la maison.

Enfin, le cadre des jardins ouvriers est susceptible d'être embelli de façon spectaculaire et provisoire, à un degré que ne peuvent atteindre immeubles ou maisons. En effet, lorsque les jardiniers sont prévenus d'une visite exceptionnelle, ou tout simplement lors de ces routinières exceptions que constituent les fêtes, ils peuvent (et ils n'y manquent pas) décorer superbement jardins et tonnelles : décoration provisoire, à peu de frais, qui doit beaucoup aux aléas climatiques et qui bénéficiera de la part de ses spectateurs du préjugé favorable accordé aux

Illustration non autorisée à la diffusion

*Ci-dessus et ci-contre.  
Une fête d'été dans les jardins  
d'Ivry, probablement celle de 1912.  
On remarque les garçons  
en jardiniers, les fillettes en bergères  
et les jeunes filles portant le mai.  
© LFCTF.*

56. *Le CTF*, 1909, p.337.

57. *Le CTF*, 1924, p. 119.

58. *Ibid.*

bienfaits de la «nature». C'est ce que l'on constate, parmi bien d'autres exemples possibles, lors de la visite que fait le Président de la République cette fois, Raymond Poincaré, aux jardins ouvriers d'Ivry, le 27 juillet 1913.

Contrairement à celle de Deschanel l'année précédente, celle-ci a été doublement préparée : il a fallu convaincre Poincaré de faire un détour lors de sa visite officielle à l'hospice des Incurables ; les jardins ont été décorés et la visite soigneusement mise en scène. Elle emprunte sa solennité au cérémonial de la visite de l'hospice<sup>59</sup> : les automobiles des «personnages officiels» (le ministre de l'Intérieur, le directeur de l'hygiène, le préfet de la Seine, le directeur de l'assistance publique, et l'abbé Lemire, présent à la fois comme député et au titre de représentant de la LCTF) puis les landaus des élus locaux (le maire, une délégation du conseil municipal et trois sénateurs), enfin l'automobile présidentielle. Après la visite de l'établissement, le Président, «suivi de son escorte de personnages officiels, à la tête desquels est M. Mesureur, directeur de l'assistance», qui fait ainsi le lien, si l'on peut dire, entre les deux visites, «se rend aux Jardins ouvriers en face de l'hospice». M. Marque le reçoit «à la tête du comité ouvrier». Un échange d'allocutions a lieu, au cours duquel l'abbé Lemire se détache de l'escorte présidentielle (les visiteurs) pour passer du côté des visités.

Illustration non autorisée à la diffusion

Car nul ne s'y trompe, Poincaré fait honneur à l'œuvre d'Ivry, à «tous les jardins ouvriers de France», à la LCTF tout entière et à l'abbé Lemire en personne, bien plus qu'aux jardiniers présents. Ou plus exactement, il fait honneur aux notables et à travers eux aux jardiniers. C'est là une des clés de ces visites cérémonielles qui se transforment en fêtes des jardins : contrairement à la visite de Deschanel (qui ressemble plus à une visite de curiosité), elles sont l'occasion d'un échange de politesse entre notables de rangs différents. Dans les cas les plus solennels, le Comité local est honoré par la visite du Comité parisien, lui-même honoré par la visite de ses soutiens les plus prestigieux – ainsi, le 15 juin 1910, à l'occasion de son congrès à Paris,

59. Cf. Nicolas Mariot, «“Propagande par la vue”. Souveraineté régaliennne et gestion du nombre dans les voyages en province de Carnot », *Genèses*, 20, pp. 24-47.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

la le playsienne Société d'économie sociale qui soutient la LCTF<sup>60</sup>. Si ces honneurs en cascade, pourrait-on dire, rejaillissent sur les jardiniers, c'est que la visite et la fête se déroulent dans les jardins et que ce sont les jardiniers eux-mêmes et leurs jardins qui «se donnent» en spectacle. La mise en scène, bien qu'elle fasse sourire aujourd'hui, évite au visiteur d'être un voyeur : on n'est pas «au zoo<sup>61</sup>», on est au théâtre et les acteurs contrôlent l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes.

En réalité, ce spectacle a ses metteurs en scène : dans le cas d'Ivry, M. et Mme Marque. Mais les acteurs ainsi dirigés apprécient cette présentation qu'ils peuvent donner d'eux-mêmes : en 1911, lors de la fête des Rois, «on donna [...] des projections avec les vues des fêtes d'été des jardins. Ces vues eurent un succès énorme, car papas et petits s'y retrouvaient<sup>62</sup>». Ou encore, le 5 septembre 1909, lors de la première fête à Ivry, «ce sont les enfants des Jardins ouvriers dressés patiemment et habilement par Madame Marque [...] qui exécutent tous les morceaux (chants, rondes et chœurs). On n'a pas l'idée du bonheur des parents qui assistent à ces belles et simples choses [...]. Il y a bien, entre temps, une allocution de M. Marque, un discours de l'abbé Lemire, des récits et monologues comiques par les jeunes gens du patronage, et de beaux morceaux de la fanfare, mais, disons-le franchement, rien ne vaut pour la foule des ouvriers ce que font et ce que disent leurs enfants. Cela les prend au cœur et leur fait monter une larme au coin de l'œil<sup>63</sup>». Le déroulement officiel de la fête disparaît comme une parenthèse, tant les jardiniers préfèrent le spectacle qu'ils se donnent à eux-mêmes, en la personne de leurs enfants, fût-il soumis à une mise en scène à laquelle ils se plient. La fierté éprouvée à voir ses enfants sur scène ne peut que croître lorsque la scène est photographiée ou filmée ou lorsque le spectacle a d'illustres spectateurs. Lorsque ces spectateurs sont admiratifs, lorsque l'image du spectacle revient à ses acteurs à travers «les grands journaux de Paris», comme ce fut le cas lors de la visite de Poincaré, ou les actualités, il est raisonnable de supposer qu'un tel succès fut ressenti avec fierté par ces acteurs d'un jour que furent les jardiniers.

Les descriptions des fêtes à Ivry se ressemblent toutes : l'irréalité quotidienne du cadre, qui en fait le charme idyllique, est poussée au paroxysme lorsque les jardins se transforment en «splendide décor de verdure, de fleurs, de tonnelles pavoisées et de drapeaux» pour un spectacle

60. *Le CTF*, 1910, p. 215.

61. Je me permets cet anachronisme pour renvoyer aux analyses des visites de l'usine par des invités de marque, promenés dans les ateliers par la hiérarchie, faites par Christian Corouge et Michel Pialoux : «La visite du zoo», in «Chronique Peugeot», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, juin 1984, pp. 92-94.

62. *Le CTF*, 1911, p.15.

63. *Le CTF*, 1909, p.335.

vivant où les jardiniers et leurs familles sont aussi «décorés» que leurs jardins. «Le coup d'œil est tout simplement féérique. Toutes les tonnelles sont ornées de guirlandes, de banderoles, de fleurs. Au sommet de la butte flottent des drapeaux tricolores et des bannières. Dans l'allée principale du centre, à droite et à gauche sont rangés les hommes d'abord, puis les femmes dont beaucoup portent de petits enfants, et enfin au fond formant comme une échelle de Jacob montée par les anges, sur les marches, tous les petits enfants vêtus de blanc et portant des branches de roses. L'effet est merveilleux<sup>64</sup>».

Après l'interruption de la guerre, les années vingt voient fleurir dans la France entière les fêtes aux jardins. Elles prennent pour modèle explicite les fêtes d'Ivry, consacrées par cette visite qui fut un triomphe. De 1920 à 1937, la LCTF rappelle sans cesse le souvenir de ces années d'avant-guerre à Ivry ; elle diffuse films et photographies de propagande, elle répète le même récit édifiant. Les fêtes organisées chaque année dans les jardins jusqu'en 1939, tant en province qu'en région parisienne, évoquent la grande revue militaire, ce qui prolonge les visites d'inspection et de contrôle, et la distribution des prix scolaire. Les photographies montrent une nouvelle forme de mise en scène des jardins et des jardiniers : le défilé, non plus cortège officiel de personnalités politiques, comme lors de la visite de Poincaré, mais cortège des jardiniers et de leurs familles. D'abord organisé dans les jardins, il tient autant du cortège républicain (présence des fanfares) que de la procession religieuse (comme elle, il accorde une large place aux femmes et aux enfants, et aux fleurs). Ainsi, bien que le phénomène ne soit pas évoqué avec précision dans les textes, les photos permettent de constater que ces cortèges sont précédés d'une jeune fille en robe blanche et fleurie, qui ressemble fort à une «reine de Mai», et de ses demoiselles d'honneur et que, presque systématiquement, des «mais» fleuris sont portés par les participants<sup>65</sup>. Ainsi, à Arcueil-Cachan en 1924, «on ne se lasse pas d'admirer les mais fleuris portés par les jeunes filles vêtues en bergères et par les petits garçons, costumés en jardiniers<sup>66</sup>». A l'occasion du congrès national des jardins ouvriers de 1923, qui a lieu à Stras-

Illustration non autorisée à la diffusion

*Cortège des jardins ouvriers dans la ville. Paris 1926, fêtes du trentenaire.*  
© LFCTF.

64. *Le CTF*, 1913, p. 216.

65. On les appelle aussi des «mâts». Il s'agit de longues perches ébranchées, garnies de fleurs et de guirlandes, dont l'usage est souvent associé à diverses formes de fêtes politiques. Un travail en cours, mené avec Nicolas Mariot, permettra de préciser le statut, religieux ou politique, officiel ou populaire, de telles manifestations.

66. *Le CTF*, 1924, p. 178.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

bourg, puis du trentenaire de la LCTF, célébré avec faste à la Sorbonne en 1926, un tel cortège sort des jardins et défile en pleine ville.

### L'entre soi

Parallèlement, les fêtes à Ivry deviennent plus intimes. L'abbé Lemire et le Comité de Paris y viennent toujours. Mais en 1924, seul le maire d'Ivry assiste à la fête. L'heure n'est plus à la solennité mais au «bon rire honnête et irrésistible», à la blague décontractée. Lemire ironise sur la pharmacie de Marque : «Ah ! mon cher Marque, si vous pouviez mettre les jardins ouvriers dans une bouteille ! que de clients vous auriez !» Et voilà le public en joie ! ajoute le rédacteur<sup>67</sup>. En 1925, il n'y a plus aucun personnage officiel. La mairie est devenue communiste. L'abbé Lemire l'affronte en l'absence de ses représentants : «Voilà le seul bon communisme : collaboration de tous à ce qui est fait pour tous», et il ajoute : «Pas de communisme dans le jardin ! pas de communisme dans la famille !». C'est aussi la première fois que le modèle de la fête charitable a totalement disparu : tous les spectacles qui se déroulent au théâtre de verdure, tous les aménagements des jardins pour la fête sont l'œuvre «des seuls jardiniers».

Si les personnalités se sont détournées des jardins d'Ivry, c'est sans doute pour ne pas honorer une mairie communiste. Les fêtes filmées sont celles de Bicêtre en 1921, d'Arcueil-Cachan en 1923. Ivry est à nouveau l'occasion d'une cérémonie solennelle en 1929 : mais il s'agit cette fois d'inaugurer un monument en l'honneur de l'abbé Lemire, mort en 1928. Le VIII<sup>e</sup> Congrès de la LCTF se réunit à Ivry en 1937, en l'honneur du trentenaire de l'œuvre d'Ivry ; il sonne comme la célébration d'un passé en voie de disparition. Non que les jardins s'essouffent, au contraire. Ce sont les notables qui font défaut : après les grands bourgeois parisiens, partis les premiers, la bonne société ivryenne.

En 1939, la visite de l'abbé Desbois en témoigne. Certes, nous sommes en juillet 1939 et l'abbé, accompagné de son chanoine basque, n'est pas un personnage bien important. Mais le directeur des jardins est absent, ainsi que son bras droit. «C'était une déconvenue, écrit l'abbé, que l'absence de M. Marque et celle de M. Parot. Mais finalement, au lieu d'avoir affaire aux dirigeants, nous

67. *Le CTF*, 1924, p. 122.

68. Lettre manuscrite du 12 juillet 1939. Archives LFCTF, dossier Ivry.

n'avons vu que des jardiniers<sup>68</sup>.» La scène est intimiste : les visiteurs remarquent «un jardinier attablé avec un ami sous sa tonnelle», «un groupe de joueurs de bouchon, puis un groupe de joueurs de manille», «un ménage sans enfants, en visite chez les amis jardiniers». La politesse est plus ardue avec des jardiniers dont on ne retient pas les noms qu'avec des notables : «Je me permets de joindre un mot de remerciements pour les délégués qui nous ont guidé : c'est surtout celui de République (que j'ai entendu appeler M. Villaret, ou à peu près) ; il y avait aussi celui de Choisy (un nom italien, que je n'ai pas retenu) ; et le gardien du groupe doyen ; je ne sais quelle adresse mettre ; auriez-vous la bonté de le faire parvenir à destination», demande l'abbé à la secrétaire de la LCTF.

La mort des époux Marque, en 1944, ouvre une crise de succession très instructive. La secrétaire de la LCTF, avec l'aide des deux curés successifs d'Ivry, cherche désespérément un directeur possible. Elle établit des listes de notables qui ne conviennent jamais tout à fait et refusent tous. Le directeur d'une chocolaterie lui paraît possible : «homme de développement, patron de réel esprit social, bien qu'il se voie obligé à renoncer à plusieurs activités bienfaitrices, accepterait (probablement ?) la charge des JO parce qu'il en comprend la portée». Mais, écrit-elle après réflexion, il faut l'écarter parce qu'«homme d'âge, patron, protestant». Plusieurs autres refusent. Le modèle du bienfaiteur philanthrope semble avoir vécu.

Les jardiniers ne s'en trouvent pas plus mal. Mais la LCTF sent l'œuvre lui échapper. L'un des notables pressenti écrit : «Je savais bien que je vous décevrai. Vous m'en voyez navré. Je ne puis pas pourtant accepter des obligations dont je sais que je ne pourrai les tenir. Et il faudrait trouver. Tenez dimanche, après la fête, je rencontre un vieux jardinier. Je lui demande : “Alors, c'était bien ? – Oui, oui... Ah ! vous savez c'est plus comme dans le temps. C'est plus du tout la même chose.” Je le sais bien, hélas. Nous avons une fête de famille. Et maintenant, une petite goguette à musiciens rétribués<sup>69</sup> !»

## Épilogue

A Ivry, si l'effacement des notables fut relativement précoce, le déclin numérique des jardins, comme ailleurs, ne commença pas avant 1950. Depuis lors, au cours de trente années d'expropriations massives, le

69. Lettre à Mademoiselle Arbelet, secrétaire de la LCTF, du 21 juin 1951. Archives LFCTF, carton Ivry.

## DOSSIER

*La ville :  
postures, regards, savoirs*

Florence Weber  
*Les visiteurs des jardins ouvriers.  
De la cérémonie à l'entre-soi  
(Ivry, 1909-1939)*

thème de l'ordre et de la propreté des jardins a changé de sens. D'élan pour une action moralisatrice pleine d'avenir, adossée jusqu'en 1950 sur une relative bonne volonté des jardiniers qui y voient un moyen d'accroître leur réputation d'honorabilité, la remise en ordre des jardins est devenue un argument pour conserver quelques terrains, bien peu en fait : les seules zones non constructibles pour diverses raisons. Ainsi, en 1980, certains terrains de l'Assistance publique sont occupés sans titre par des jardiniers. Le chef du bureau des opérations immobilières de l'Assistance publique fait un «tour» de ces jardins. Il est «très satisfait de l'aspect du groupe», note un responsable de la LCTF<sup>70</sup>, et il accepte en conséquence de régulariser la situation foncière. Il s'agit bien là d'une tournée de propriétaire. On juge les jardins sur leur aspect et non plus les jardiniers sur leur morale. En 1966, le théâtre de verdure est transformé en cinq parcelles de jardin : la rareté des terrains se conjugue avec la disparition de ces rencontres d'un jour, fussent-elles irréelles, que furent les fêtes. Les tonnelles s'appellent aujourd'hui des cabanes et les descriptions idylliques du début du siècle n'ont plus cours.

Ou plus exactement, l'esthétique et la morale ont divergé. Pendant trente ans, de 1910 à 1940, la LCTF a servi de creuset où s'unifiaient, au prix de quelques contorsions, les préoccupations sociales de notables très différents, du grand bourgeois charitable au catholique démocrate, du maraîcher radical épris de progrès horticole au sociologue le playsien intéressé par les contacts entre milieux sociaux. La deuxième guerre mondiale, à son tour, a trouvé mêlées, dans des jardins ouvriers florissants, l'idéologie du retour à la terre (du côté de l'offre) et les nécessités de la pénurie alimentaire (du côté de la demande). Puis les jardiniers, sur fond de désintérêt des notables, ont fait des jardins ouvriers de précaires îlots de sociabilité dans un entre-soi protecteur. Ce sont eux que Doisneau a immortalisés. Ils furent assimilés à des pratiques populaires en voie de disparition, à une culture populaire perdue : l'oubli des origines et l'appel à une tradition sans historicité vont vite.

Mais lorsqu'après 1976, de nouveaux notables, plus lointains et surtout moins unifiés, se sont à nouveau intéressés aux jardins ouvriers, les argumentaires se sont diversifiés et ont pris appui sur des pratiques elles-mêmes hétérogènes. Défenseurs de l'environnement et

70. Archives LFCTF, dossier Ivry.



urbanistes y ont vu une occasion de retour de la nature en ville, à condition d'en évacuer la dimension résidentielle au profit du jardinage. Des intellectuels et des artistes y ont trouvé, au hasard de leurs découvertes de la banlieue, une créativité populaire d'autant plus pittoresque qu'elle était précaire et désordonnée. Là où l'abbé Lemire pouvait défendre d'un même mouvement la tonnelle spontanée et la morale familiale, là où l'abbé Desbois pouvait sans y voir de contradiction glorifier d'un même mouvement l'alignement impeccable et le pittoresque, s'affrontent aujourd'hui les adeptes de l'irréalité idyllique de la tonnelle d'autrefois et ceux de l'alignement, de la modernité, de la propreté. Aux jardiniers eux-mêmes, qui ont cessé depuis longtemps d'être des bénéficiaires pour devenir des usagers, revient à présent de fabriquer une unité entre économies alimentaires, utilisation d'un temps libre masculin, recherche de respectabilité, goût pour le naturel et usages domestiques d'un espace qui a pour lui de n'être ni celui de la maison (occupé par les femmes) ni celui de la maison de campagne (réservé à ceux qui peuvent y investir non seulement du temps mais de l'argent). La visite solennelle, avec ses ambiguïtés et ses malentendus, contrôle et propagande, échange de politesse et honneurs en cascade, ne les y aidera plus. A la cérémonie réglée s'est substitué le reportage, à l'action sociale la sociologie.